

Amérique du Nord

►► Cette grisaille se retrouve sur le plan intérieur. Le bilan de l'administration Biden en matière économique comporte de nombreux aspects remarquables. Le président démocrate a conduit la sortie du pays de la crise pandémique. Au total, en quatre ans, près de 17 millions d'emplois ont été créés.

LES RAVAGES DE L'INFLATION

La croissance prévue pour 2024 s'élève à 2,8 %, un chiffre faisant l'envie de l'ensemble des pays occidentaux. Peu à peu, les investissements massifs dans les infrastructures (ponts, routes, canalisations) vont prendre forme. Ceux dans les secteurs stratégiques, comme la fabrication des microprocesseurs sur le sol américain, vont offrir au pays des arguments essentiels dans la grande lutte systémique contre le rival chinois. Fin novembre, la Maison Blanche se réjouissait d'un chiffre : plus de 1000 milliards de dollars d'investissements dans le secteur privé depuis quatre ans, favorisés par les trois grands paquets législatifs votés au Congrès.

Mais ce bilan, aussi fameux soit-il, n'a pas convaincu une majorité d'Américains. Les démocrates regardaient l'horizon lointain, tandis que les classes populaires subissaient les ravages de l'inflation au quotidien. Même si elle est largement retombée en 2024, son cumulé sur l'ensemble du mandat Biden (19,5 %) constituait un handicap majeur pour Kamala Harris. Cette dernière a fait de l'impressionnisme, se distinguant à petites touches de l'administration à laquelle elle appartenait, mais sans marquer de rupture franche. La séquence la plus désastreuse de sa campagne a sans doute été cet entretien, sur Fox News, début octobre, où elle fut interrogée sur ce qu'elle aurait fait différemment de Joe Biden au cours de ce mandat.

« *Pas une seule chose ne me vient à l'esprit* », répondit-elle, offrant une séquence redoutable de publicité négative pour le camp républicain. Kamala Harris a manqué le rendez-vous politique de sa vie, en étant la seconde femme à échouer de peu lors de l'élection présidentielle, après Hillary Clinton en 2016.

La stratégie de la vice-présidente a consisté à se focaliser sur les sept Etats pivots (Arizona, Nevada, Wisconsin, Michigan, Pennsylvanie, Caroline du Nord, Géorgie). Elle les a parcourus sans relâche, tandis que ses équipes dépensaient des sommes folles (plus de 1 milliard de dollars) dans une campagne ultra-ciblée, rue par rue, avec de vastes équipes de volontaires et une pluie

de spots télévisés et de clips sur les réseaux sociaux. Kamala Harris a aussi fait le calcul qu'une nouvelle fois, comme au moment des élections de mi-mandat, en novembre 2022, le sujet de l'avortement servirait de puissant outil de mobilisation en sa faveur. En somme, que le traumatisme causé par la démission de la Cour suprême deux ans plus tôt, renvoyant cette question aux Etats et supprimant le droit fédéral à l'avortement, lui assurait un vote massif des femmes, toujours plus mobilisées que les hommes dans les urnes.

Ce double calcul s'est révélé erroné. Donald Trump a remporté les sept Etats pivots, même si sa marge y était moins forte qu'ailleurs, dans les Etats de l'Amérique profonde, traditionnelle, rurale. L'ancien président a aussi confirmé sa percée chez les Latinos et les hommes noirs, auprès desquels il représente le mâle à succès, l'entrepreneur milliardaire transformant tout ce qu'il touche en or. Ce succès montre en creux le gouffre entre les élites et une grande partie du peuple américain, en matière de politisation, d'intérêt pour les joutes partisanses, les programmes crédibles, les enjeux internationaux de l'élection.

SUR CNN, LE NAUFRAGE DE BIDEN

Kamala Harris a mené une campagne de bon élève ayant trop peu de temps pour réviser et montrer ses éventuelles qualités. L'explication tient aux conditions dans lesquelles sa candidature a émergé. Lorsque Joe Biden a confirmé son intention de se présenter à nouveau, malgré son âge avancé (81 ans), personne n'a protesté publiquement au sein du Parti démocrate. Les primaires furent une formalité. Mais, fin juin 2024, le débat télévisé sur CNN face à Donald Trump a été un naufrage. La décrépitude physique et cognitive de Joe Biden a été révélée à une heure de grande écoute. Il a ensuite fallu une pression des grands donateurs démocrates et des cadres du parti pour forcer la main du président, lui faire comprendre que son temps était révolu. Mais il était déjà minuit moins le quart, et la convention démocrate réussie à Chicago (Illinois), en août, n'a fait que créer une forme de bulle optimiste autour de la candidate, trompée par l'enthousiasme réel de ses partisans.

Donald Trump est parvenu, mieux que Kamala Harris, à incarner une promesse de changement, équilibre incontournable d'une élection présidentielle. Rien ne l'a fait chuter – ni une condamnation au pénal à New York en juin, ni la

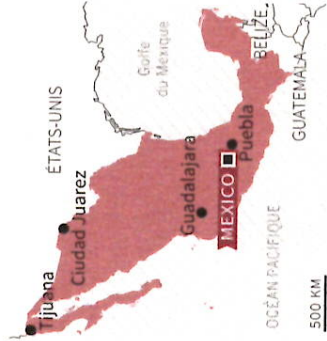
pluie d'inculpations dans trois autres enquêtes, dont celle pour tentative de coup d'Etat, ni les témoignages accablants de dizaines d'anciens collaborateurs, hauts fonctionnaires ou militaires l'ayant côtoyé. Même ses propres dérapages, son débat raté face à Kamala Harris en septembre ou encore ses promesses de vengeance contre ses « *ennemis de l'intérieur* » et de dépeçage de l'Etat fédéral n'ont pas suffi pour détourner massivement les électeurs de cette nouvelle aventure politique incertaine.

Les partisans les plus fervents de Donald Trump croyaient dur comme fer dans les mensonges sur les fraudes électorales au profit de Joe Biden, en 2020. Ils n'ont rien trouvé à redire quatre ans plus tard au déroulé du scrutin, si favorable à leur candidat, comme si la victoire effaçait tout, rendait amnésique et justifiait soudain le système dans toute sa complexité. Cette contradiction profonde a été anticipée par Donald Trump, qui a imposé parmi ses slogans de campagne l'expression « *too big to rig* » (« trop grand pour être truqué »). L'idée de cette formule était d'appeler à une mobilisation massive de ses électeurs, y compris dans les procédures de vote anticipé qui permettent de déposer son bulletin parfois plusieurs semaines plus tôt.

Pour la première fois, Donald Trump a remporté le vote populaire lors de l'élection présidentielle. Selon ses partisans, ce succès lui offre toute latitude pour conduire la plus grande opération d'expulsion de clandestins de l'histoire, bouleverser le périmètre et les effectifs des administrations fédérales, et assouvir son désir de vengeance contre ceux qui l'ont tourné. Vaste programme pour 2025. ■

PIOTR SMOLAR

MEXIQUE



CHEFFE DE L'ETAT Claudia Sheinbaum (élue le 02/06/2024, en fonctions le 01/10/2024)
SUPERFICIE 1 958 000 km²
POPULATION (HAB.) 130,8 millions
PIB (MD \$) 1 848,1
CHÔMAGE 3,5 %
MONNAIE peso mexicain (0,04 €)
ÉMISSIONS DE CO₂ (T/HAB.) 3,8 (89*)

Sur bien des aspects – politique, juridique, économique et international –, le Mexique connaît une conjoncture nouvelle. Claudia Sheinbaum, qui dirige le pays depuis le 1^{er} octobre, dispose d'un pouvoir inédit, avec une majorité aux deux Chambres du Parlement. La première présidente du Mexique a été la mieux élue depuis le retour à l'alternance en 2000, ayant obtenu 35,9 millions de voix (59,3 %), soit 6 millions de plus que son prédécesseur Andres Manuel Lopez Obrador (dit « AMLO ») à l'élection de 2018. Elle a naturellement hérité de l'immense popularité de celui-ci (autour de 70 % pendant toute la durée de son mandat), obtenue, en grande partie, grâce à son bilan social : la majorité des Mexicains ont vu leurs conditions économiques s'améliorer, le salaire minimum a doublé et 9 millions d'entre eux sont sortis de la pauvreté.

Claudia Sheinbaum est fidèle à son mentor et s'est engagée à préserver les dix-huit réformes constitutionnelles proposées par « AMLO » en février 2024, dont la plus « polémique » de toutes, celle sur la justice, a déjà été approuvée. Celle-ci instaure l'élection par vote populaire des 1690 juges, magistrats et membres des hautes cours de justice, à l'été 2025. Une nouvelle Cour suprême sera désignée à cette issue, tandis que huit des actuels juges sur onze ont présenti leur démission. Il est probable que les prochains juges de la Cour suprême, plus enclins à une politique de gauche, emportent cette élection. Ainsi, en plus de l'exécutif et du législatif, la gauche

mexicaine devrait aussi disposer d'une Cour suprême favorable à ses idées.

La présidente a également promis d'achever la politique de grands travaux de son prédécesseur : le Train Maya, qui relie la péninsule du Yucatan aux Etats du Tabasco et du Chiapas sur 1500 kilomètres, et le rail transisthmique, 300 kilomètres de voie ferrée entre les océans Pacifique et Atlantique dans l'isthme de Tehuantepec, où des parcs industriels sont implantés. Claudia Sheinbaum a déjà renforcé les entreprises publiques énergétiques dans l'électricité et le pétrole, comme « AMLO » l'avait commencé, et lancé ses propres projets ferroviaires.

RENFORCER LES AIDES SOCIALES

Cette politique a des effets sur les réserves de change du pays, selon le FMI : alors que la dette, à 52,5 % du PIB, a dépassé en 2024 le précédent maximum historique de 50,2 % atteint en 2020, l'élévation tendancielle des dépenses publiques (qui dépassent 30 % du PIB en 2024, un niveau inégalé) et le creusement du déficit (à 5,9 % du PIB en 2024, le plus élevé jamais atteint selon le FMI) restent préoccupants. La présidente a pourtant choisi de renforcer les aides sociales, notamment en direction des femmes, sans engager de réforme fiscale.

Devenu le premier partenaire commercial des Etats-Unis, le Mexique mise beaucoup sur le *nearshoring*, une stratégie de production près des pays consommateurs, dans un contexte postpandémique. Avec ses 3100 kilomètres de frontière terrestre avec les Etats-Unis, une main-d'œuvre désormais qualifiée, et à un coût inférieur à celui de la Chine, le Mexique a largement profité de la localisation d'entreprises internationales sur son territoire.

D'autant que son cadre juridique – quatorze traités de libre-échange signés avec cinquante pays, dont l'Accord Canada-Etats-Unis-Mexique (Aceum), entré en vigueur en 2020 – facilite grandement l'implantation d'une nouvelle usine du vestissement étranger attribué au *nearshoring* en 2023 est américain. Cette externalisation, décrite comme une opportunité historique par bien des analystes, a été renforcée par la décision, en janvier 2023, du président américain, Joe Biden, d'inclure le Mexique et le Canada dans le Chips and Science Act, un paquet d'aides économiques destinées à soutenir la production locale de semi-conducteurs et contre l'hégémonie chinoise.

Selon les prévisions du FMI, 2024 pourrait réserver de bonnes surprises, notamment un taux d'investissement inédit (à 24,7 % du PIB), un taux d'épargne toujours abondant (à 24 % du PIB) et un taux de chômage (de 3 %) particulièrement bas. Néanmoins, la croissance devrait fléchir (1,5 % attendu, contre 3,2 % en 2023).

Mais pour que le Mexique décolle tel un « tigre asiatique » il y a quarante ans, il doit réduire un contexte d'insécurité toujours très préoccupant et devenu un frein réel à son développement. Ainsi l'inflation (4,5 % en 2024) est encore supérieure à sa moyenne pré-Covid-19 (4 %) par an sur la période 2015-2019) et le poids du Mexique dans l'économie mondiale poursuit sa dérive, ayant été réduit de moitié en quatre décennies (1,7 % en 2024, contre 3,3 % en 1984).

Depuis la guerre contre le narcotrafic lancée en 2006, le Mexique déplore plus de 450 000 assassinats, pour une population de 130 millions d'habitants (soit environ deux fois celle de la France). Le délit d'extorsion est en nette augmentation, confirmant une nouvelle escalade du crime organisé sur le territoire, qui touche à l'appareil productif et aux petits commerces.

115 000 DISPARUS DEPUIS 1970

Si les homicides ont légèrement baissé, près de 50 000 personnes ont disparu pendant le mandat d'« AMLO », sur une totalité de 115 000 disparus répertoriés depuis 1970. Le soin de confier la tâche de la sécurité à l'armée et de renforcer le pouvoir des militaires a été confirmé par la présidente, qui cherche par ailleurs à imprimer sa marque sur cette question. Claudia Sheinbaum propose de renforcer les moyens et compétences des parquets et de coordonner les forces de police locales. Elle préside comme « AMLO » un conseil de sécurité quotidien et la violence continue d'être en haut de l'agenda de l'exécutif.

Sur ce dossier, les conséquences pour le Mexique de l'élection de Donald Trump sont difficilement prévisibles. Le nouveau président élu des Etats-Unis a menacé de considérer les cartels comme des organisations terroristes et d'intervenir militairement chez son voisin. Il a également promis de taxer les importations depuis le Mexique (et le Canada) si Mexico ne réduit pas le trafic de drogue et la migration. Enfin, il souhaite renégocier l'Aceum en 2026, ce qui agite déjà le calendrier des investissements prévus.

ANNE VIGNA